

Les retraités exigent un rattrapage des pensions

BOUCHES-DU-RHÔNE

Les syndicats de retraités se mobilisent place général de Gaulle à Marseille et devant la sous-préfecture à Arles le 3 décembre à 10h30. Ils plaident pour la revalorisation de toutes les pensions.

Sur le graphique de leur pétition, ce qui saute aux yeux, c'est le creux abyssal qui s'est creusé entre la courbe de l'évolution de la pension de base et celle des prix entre 2017 et 2024. « On demande à combler cet écart qui est la perte subie depuis 91 mois », résume Patrick Prigent, de la FSU. Dans le cadre d'un mouvement national, l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, FGR-Fonction publique, LSR et CFE-CGC) des retraités des Bouches-du-Rhône se mobilise contre les sales coups et les mauvais qui se préparent.

Une retraite revalorisée de la moitié de l'inflation et une autre revalorisation six mois plus tard pour les plus modestes. Voilà ce que le gouvernement Macron leur réserve pour le 1^{er} janvier 2025. De quoi les mettre un peu plus à cran alors qu'ils font valoir depuis des années, le droit à « l'indexation de toutes les retraites, qui sont des salaires différés, sur l'inflation, avec aucune pension en dessous du Smic et une revalorisation des pensions indexées sur le salaire moyen », précise Marthe



L'intersyndicale des retraités des Bouches-du-Rhône en rangs serrés tracte largement pour une mobilisation « où tout le monde devrait se sentir concerné ». PHOTO M.G.

Laloge, pour FO. Soit 10% « alors que la hausse proposée représente 0,9%, indexée sur un Smic c'est 10,80 euros, ça ne fait pas un repas par mois de plus » souligne Josette Biancheri pour la CGT.

Une exigence d'autant plus légitime que les attaques portées depuis 2017 a considérablement réduit leur pouvoir d'achat. « Déjà avec la hausse de 25% la Contribution sociale généralisée en 2018, on avait perdu 3 mois et demi par an », rappelle Roselyne Garcia, syndicaliste à Solidaires. Le recul des services publics accompagné de la dématérialisation a également plongé de nombreux retraités dans de grandes difficultés financières, les éloi-

gnant de l'accès aux droits. Patrick Prigent, craint encore que la volonté du gouvernement de faire passer le tiers payant de 30 à 40% aggrave la situation : « Comment feront ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une assurance privée ? Et ces dernières vont augmenter leurs cotisations... »

55% des retraités sous le Smig

Et les menaces pèsent encore lourdement sur : « L'accès à la santé, avec le remboursement de plus en plus de médicaments, sur l'affection longue durée, le problème des Ehpad et de la dépendance est loin d'être réglé. On a 70% des Ehpad mar-

seillais aux mains de financiers ! », liste encore l'intersyndicale. « Ce gouvernement veut récupérer des millions sur notre dos en nous faisant passer pour des privilégiés », dénonce Patrick Prigent. Or, « 55% des retraités vivent en dessous du Smic, c'est indigne d'une société comme la notre bâtie sur la solidarité intergénérationnelle », déplore Roselyne Garcia. Eux, savent que l'argent existe et où il est récupérable : « 80 milliards d'exonérations de cotisation sociale ne rentrent pas dans les caisses de la sécu. Sans compter les avantages donnés aux grandes sociétés sans contrepartie », indique Josette Biancheri. **Myrtam Guillaume**